

ARMÉE Ueli Maurer a confirmé les fermetures et évoqué l'avenir de l'aviation après le non au Gripen.

Le départ des militaires de Sion et Moudon, c'est définitif.

L'armée va quitter l'aérodrome de Sion et la caserne de Moudon. *«La décision est définitive»*, a lâché, hier, le conseiller fédéral Ueli Maurer en marge d'un entretien avec les médias à la caserne de Berne.

«Avec seulement 32 avions de combat, on ne peut pas maintenir ouverts quatre ou cinq aérodromes militaires», explique le chef du Département de la défense (DDPS), se référant au refus des Gripen par le peuple en mai. *«Mais nous avons de bons contacts pour une solution sans jet militaire pour Sion. Il faut pouvoir continuer à utiliser ces installations, mais ce n'est pas le devoir de l'armée de le faire.»*

Le nouveau concept de stationnement de l'armée avait été présenté en novembre dernier. Après consultation, il vient d'être approuvé presque sans retouches par le Département de la défense. Les réticences exprimées par les autorités cantonales et locales quant à une fermeture de la base aérienne de Sion et de la caserne de Moudon n'ont pas trouvé grâce auprès d'Ueli Maurer. De même sont définitives les fermetures guère contestées de la caserne des Vernets, à Genève, de celle de la Poya, à Fribourg, ou encore de la place d'armes de Saint-Maurice et Lavey.

Autorités cantonales informées récemment

Ce nouveau concept de stationnement de l'armée sera détaillé dans le message sur le développement de l'armée, qui va être soumis au Conseil fédéral d'ici deux semaines. Mais les Sept Sages n'auront pas à se prononcer sur chaque fermeture. Celles-ci sont donc définitives, répète Karin Suini. Et la porte parole du DDPS d'ajouter que les autorités cantonales et locales en ont été informées *«récemment»*.

En revanche, les discussions autour de la phase de transition se poursuivent, précise-t-elle. Les dates des départs effectifs des troupes de ces différentes places d'armes va dépendre des solutions trouvées pour leur réaffectation. Un processus que l'armée va accompagner et qui pourrait durer jusqu'en 2020. Pour le reste, Ueli Maurer a évoqué l'avenir de l'aviation militaire après le rejet des Gripen. Pas question pour lui de rénover, comme l'a fait le Brésil, les vieux Tiger, promis à la casse dans deux ans. Il en coûterait un milliard de francs. *«On ne doit pas dépenser autant d'argent pour cela»*, estime le ministre UDC. La possibilité de moderniser les 32 F/A-18, pour les faire durer au-delà de 2030, doit, elle, encore être examinée. Il en coûterait là un demi-milliard. Et pour ce qui est de l'acquisition de nouveaux avions de combats, une nouvelle évaluation devrait être menée à partir de 2020.

Achat prévu de drones et d'un système de défense

En attendant, les failles dans la sécurité aérienne du pays pourront être en partie comblées par l'achat prévu de drones de reconnaissance et d'un système de défense sol-air de pointe. Ces deux nouveautés font partie de l'ambitieux programme d'armement qui devrait accompagner la réforme de l'armée. Un programme qui comprend encore d'importants moyens alloués à la cyberdéfense. Le coût de tous ces nouveaux gadgets ? Ueli Maurer le chiffre à neuf milliards de francs – soit trois fois le prix des Gripen – à étaler sur dix ans. De quoi permettre ensuite de se concentrer sur l'achat d'un nouvel avion de combat._

BERNE, PHILIPPE CASTELLA

RÉACTIONS VALAISANNES

OSKAR FREYSINGER CONSEILLER D'ETAT

«Il reste à définir les modalités et le calendrier.»

«On avait compris qu'après le vote sur le Gripen c'était fini. Il reste maintenant à définir les modalités et le calendrier. Un groupe de travail, placé sous la direction de Jean-René Fournier, a été mis en place. Il doit négocier le délai de l'arrêt. Ueli Maurer a évoqué l'horizon 2020, on va essayer de prolonger. Il faudra voir s'il est possible de garder une présence sectorielle de l'armée. Et il faudra négocier le prix des terrains. Une deuxième commission, qui dépendra du Département de Jean-Michel Cina, sera mise en place pour redéfinir le rôle de l'aéroport de Sion.» _JYG

MARCEL MAURER PRÉSIDENT DE LA VILLE DE SION

«L'aéroport a un potentiel de développement.»

«J'ai d'abord une pensée pour les employés de la base aérienne. Avec les économies de l'armée et après le vote du peuple suisse sur le Gripen, on s'attendait à une telle décision. Il faut tourner la page, si la décision est prise de la tourner. Il faut que le groupe de travail Ville-Canton et armée se mette rapidement au travail. Il faut changer le mode de gestion de l'aéroport, peut-être aller vers un mode public-privé, en impliquant les partenaires économiques et touristiques. Il faudra aussi discuter des droits de superficie sur le terrain mis à disposition des forces aériennes par la Ville de Sion. Je crois au potentiel de développement de l'aéroport et pas seulement en développant de nouvelles destinations. Il y a de nombreuses pistes: la création d'un centre de formation pour pilotes civils, l'entretien, le développement du sauvetage et peut-être même pourrait-on construire un objet volant.» _JYG

CYRIL FAUCHÈRE CONSEILLER MUNICIPAL, SION

«Un groupe de travail doit se pencher sur l'avenir.»

« Nous ne sommes pas surpris, mais cela reste une déception », commente Cyril Fauchère, municipal chargé de l'aéroport de Sion. «Le développement de l'aviation civile demeure la priorité. Nous nous réjouissons de la dernière annonce en date, soit l'ouverture d'une liaison avec les îles Baléares. Nous espérons que ce soit le début d'une belle série. Mais ce qui nous intéresse à court terme, c'est que le groupe de travail qui doit plancher sur l'avenir de l'aéroport et réunit la commune, le canton et l'armée, se mette au travail. La première rencontre devrait avoir lieu en septembre.» _GB